



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
Service eau et biodiversité  
Bureau biodiversité  
AP DDT N°

## PROJET

### **ARRETE FIXANT LA FOURCHETTE DE PRELEVEMENT RETENUE EN VUE DE L'ETABLISSEMENT DU PLAN DE CHASSE POUR LE DEPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE**

**Campagne 2018-2019**

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R 425-2,

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-01-04-001 du 4 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien MENU, directeur départemental des territoires de Tarn-et-Garonne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2017-09-05-001 du 5 septembre 2017 donnant délégation de signature aux chefs de service de la direction départementale des territoires de Tarn-et-Garonne et à certains de leurs agents,

Vu la consultation du public organisée du 8 mars 2018 au 29 mars 2018,

Vu l'avis émis par la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en sa séance du ,

Considérant les termes du schéma départemental de gestion cynégétique pour la période 2018-2024 et notamment le volet grand gibier,

Sur proposition du chef du service eau et biodiversité de la direction départementale des territoires de Tarn-et-Garonne,

**ARRETE :**

Article 1er - La fourchette de prélèvement retenue en vue de l'établissement du plan de chasse pour le département de Tarn-et-Garonne, campagne 2018-2019, est fixée à :

	Cerfs élaphe	Chevreaux	Daims
Minimum	100	5500	0
Maximum	280	8500	10

Article 2 - Le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie de Tarn-et-Garonne, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

MONTAUBAN, le  
 Pour le préfet  
 Par délégation  
 Pour le directeur,  
 P.O. le chef du service  
 eau et biodiversité

Céline BONNEL

Délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.